

Le logement

constitue la pénurie actuelle de logements dans la ville d'où je viens, soit Vancouver. En 1980, on n'a construit que 159,000 logements en vertu de la politique gouvernementale. En 1981, seulement 178,000. Selon les dernières prévisions du Conference Board, en novembre 1981, seulement 180,000 logements seront construits en 1982, et il semble maintenant que cet objectif ne sera même pas atteint. Il nous manque 143,000 logements pour une période de trois ans, et nous débattons un projet de loi prévoyant l'octroi de \$7,500 sans intérêt pour la construction de 15,000 logements dans un pays où, comme l'a dit l'orateur qui m'a précédé, il n'y a plus de logements vacants nulle part. A cause des politiques gouvernementales, le taux d'inoccupation sera nul dans presque tous les centres vers 1983. Un marché noir se constituera, et notre société sera en proie à des souffrances humaines d'une intensité que je n'aurais jamais cru voir de mon vivant.

En ce qui concerne les taux d'intérêt hypothécaire, je me souviens que durant la trentième législature, on avait présenté une mesure concernant les emprunteurs et les déposants. A ce moment-là, le gouvernement cherchait à favoriser les prêts à moyen terme. Le projet de loi a été retiré parce que nous avons prévenu le gouvernement qu'il fallait à tout prix maintenir un juste équilibre. Toute l'industrie canadienne du logement, tout ce qui a permis de respecter le droit à la propriété privée, reposaient sur l'obtention de prêts d'une durée de 25 ans. Voilà ce qui a garanti le droit à la propriété en permettant à tous d'acquérir une maison. Au cours des cinq dernières années, tout cela a été anéanti par les politiques dont le gouvernement a toléré l'insidieuse infiltration. Aujourd'hui, les salariés, les jeunes couples, les personnes d'âge moyen sont obligés de renouveler leur hypothèque tous les cinq ans. Sans compter que beaucoup d'entre eux ont dû signer des contrats d'un an et d'autres des contrats de trois ans. La détresse, les inquiétudes et les soucis qui en découlent ne peuvent être pris à la légère. J'ai connu des personnes qui, à la veille de renouveler une hypothèque, devaient envisager une hausse de leur mensualité variant de \$280 à \$440. C'est un problème grave, que ne peut résoudre ni surmonter l'entreprise qui leur assure leur revenu de base. Pourtant, il existe des moyens originaux qui permettraient de résoudre ce dilemme pour le plus grand bien des Canadiens.

J'aurais quelques mots à dire sur les taux d'intérêts. Nous sommes aux prises avec une inflation dont nous sommes responsables pour une bonne part. Bien sûr, il ne faut pas nier les causes imputables à l'étranger, les coûts qui échappent à l'emprise du Canada, mais personne ne viendra me dire que nous sommes obligés d'imiter les politiques monétaristes américaines, politique que la Banque centrale des États-Unis a conçues et applique pour régler les problèmes que posent aux États-Unis même le taux d'intérêt, la masse monétaire et la demande. Après la seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont lancé le plan Marshall qui leur a permis d'investir massivement en eurodollars pour la reconstruction de l'Europe et du Japon. Ces dispositions prévoyantes, prévues par John Maynard Keynes après la Première Guerre mondiale, adoptées dans le plan Marshall après la Seconde Guerre, nous ont sans doute préservé d'une autre crise mondiale provoquée par l'incapacité de répartir équitablement les matières premières et les richesses naturelles. Les politiques monétaristes des États-Unis qui engendrent des taux d'intérêt élevés, ont été conçues en fonction des besoins des États-Unis, non pas des besoins du

Canada, et, pourtant, la Banque du Canada et le gouvernement libéral qui ne comprennent rien à nos problèmes à nous, copient ces politiques.

M. Benjamin: Mais Wilson est d'accord avec eux.

M. Huntington: J'entends un autre économiste néo-démocrate qui a toutes les solutions. Le député aura peut-être l'amabilité de me laisser poursuivre. Qui sait si avec un peu de chance nous n'arriverons pas un jour à résoudre nos problèmes sans coups bas et toutes sortes de manœuvres politiques. Pour un problème aussi grave, nous devrions oublier tout sectarisme.

• (2100)

Au Canada, l'eurodollar ne nous pose pas de problème. Par contre, nous devons faire face à la mobilité des capitaux favorisée par notre Fonds des changes. Intentionnellement ou non, la politique du gouvernement canadien n'a fait qu'accentuer cette mobilité. Au Canada, la concentration des sociétés s'est faite à un rythme ahurissant. Depuis février 1980, nous nous sommes engagés dans la voie de la nationalisation à cause de notre désir insensé de tout posséder dans notre pays. Cette nationalisation s'est faite aux dépens de la création d'emplois. Voilà ce que le gouvernement a à offrir aux Canadiens et c'est une véritable tragédie. Telle est la tragédie que vivent tous les jeunes qui entrent sur le marché du travail. Nous constatons qu'on n'a pas encore donné suite aux mégaprojets. Nous constatons qu'on n'a encore rien fait pour moderniser les transports. Nous constatons également qu'on ne fait rien pour exploiter de façon réaliste le merveilleux patrimoine dont nous avons hérité grâce à notre bonne fortune et à notre situation géographique. Nous sommes étranglés par un taux d'inflation et des taux d'intérêt qui prennent le pays à la gorge. J'essaie simplement de vous faire comprendre la situation.

Personnellement, je crois que nous pourrions avoir de faibles taux d'intérêt au Canada si nous limitions les prélèvements sur nos réserves de devises étrangères. Nous avons des taux d'intérêt élevés parce que nous croyons qu'il faut faire concurrence aux taux d'intérêt des marchés des États-Unis et d'Europe. Si c'est vrai, pourquoi en Suisse les taux d'intérêt sont-ils beaucoup plus bas que partout ailleurs? C'est parce que la Suisse contrôle les entrées et sorties de capitaux.

L'année dernière, dans le cadre du programme de nationalisation, Petro-Canada a acheté Petrofina pour la somme de 1.2 milliard; Canadian Pacific Investments a acheté International Paper pour plus d'un milliard et a force d'acheter telle ou telle compagnie européenne ou encore Husky Oil aux États-Unis, à cause de toute cette concentration de sociétés et de notre désir de tout nationaliser, nos réserves de devises étrangères doivent faire face à des exigibilités d'environ 20 milliards de dollars.

Nous pourrions avoir aujourd'hui au Canada des taux d'intérêt égaux ou inférieurs au taux d'inflation sans fuite de capitaux si nous nous penchions sur le problème de nos réserves internationales. Cela nous prendrait environ 60 milliards de dollars, mais si nous ajoutions ces 60 milliards de dollars à notre compte de réserves étrangères, nous pourrions être maîtres de notre propre destin au Canada. Où allons-nous trouver ces 60 milliards de dollars? Les députés d'en face peuvent bien froncer les sourcils. Cependant, il suffirait d'arrêter la saignée quotidienne de notre compte de réserves internationales. Comme je l'ai déjà signalé, nous avons créé un déficit de 20